

## **STOP A LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT ! 7 ANS DE GEL DU POINT D'INDICE C'EST NON ! GRÈVE UNITAIRE FONCTION PUBLIQUE LE JEUDI 15 MAI**

### **Éditorial**

Des « efforts », encore des « efforts » et toujours plus d' « efforts » !!

**Telle est la circonlocution utilisée par le nouveau Premier Ministre pour justifier et surtout masquer l'amplification de la politique d'austérité.** Le Pacte de responsabilité entérine bien le choix délibéré d'une politique néolibérale qui, au nom de la lutte contre la crise, poursuit et accentue une politique de cadeaux aux entreprises au détriment des salariés et des retraités.

Le Medef ne s'y est pas trompé, s'empressant de remettre en selle la création d'un sous - SMIC qualifié de «SMIC intermédiaire » et paré de toutes les vertus d'insertion dans les entreprises pour les néo embauchés, jeunes pour l'essentiel...

**La réduction des dépenses publiques sert d'alibi au Gouvernement pour remettre en cause le modèle social français et s'attaquer aux fonctionnaires et aux services publics dans leur ensemble :** gel du point d'indice jusqu'en 2017, des pensions et des prestations sociales, amputation de la protection sociale... Le Premier Ministre a beau s'évertuer à assurer qu'il ne s'agit pas de baisse, il n'y a pas besoin d'être un économiste émérite pour constater que l'inflation et la hausse des coûts des dépenses obligatoires dans un foyer (énergie, ...) vont entamer le pouvoir d'achat, rendant impossible la croissance que le Gouvernement ne cesse maintenant d'invoquer !

Les dénégations sur le gel de l'avancement sont dans ces conditions difficiles à croire.

Il en va de même des assurances sur la « sanctuarisation » du Service public d'Éducation où le principe des créations d'emplois risque de disparaître au nom des « efforts nécessaires à consentir par tous ».

Alors que nos métiers deviennent de plus en plus exigeants en terme de qualification, leur exercice devient aussi de plus en plus difficile. Le nouveau décret remplaçant les décrets de

1950, s'il comporte, suite aux interventions du SNES dans les discussions avec le Ministère, quelques avancées, n'offre cependant aucune revalorisation globale pour l'ensemble de la profession.

Quant à la rentrée 2014, elle s'annonce encore une fois effectivement sous le sceau des « efforts » exigés pour les personnels : alourdissement des conditions de travail, créations de postes totalement insuffisantes pour compenser les suppressions massives antérieures et répondre à la hausse des effectifs, maintien de toutes les réformes contestées, réduction de la carte de l'Éducation prioritaire...

**Rompre avec la politique d'austérité qui mène à un véritable désastre économique, social et éducatif est une urgence.** Les manifestations qui se multiplient en faveur d'une politique de justice sociale, de redistribution équitable des richesses, de développement des services publics témoignent de cette exigence grandissante.

**Le 15 mai, 7 fédérations de la Fonction publique appellent à une journée d'action unitaire pour l'emploi, les salaires et la promotion des services publics.**

**La FSU (dont le SNES) en est signataire et appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation à se mobiliser, à assurer le succès de la grève du 15 mai et à participer massivement aux manifestations organisées.**

**De la puissance de notre détermination collective dépend la « rupture » avec la politique d'austérité menée !**

*Tous en grève et en manifestation le 15 mai !*

Marie-Damienne Odent, Michel Vialle, Pascale Boutet,  
co-secrétaires généraux